



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Caractéristiques et tendances de l'industrie agroalimentaire française

J.-L. Coujard

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Coujard J.-L. Caractéristiques et tendances de l'industrie agroalimentaire française. In: Économie rurale. N°121, 1977. Industries alimentaires. pp. 10-16;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1977.2507>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1977\\_num\\_121\\_1\\_2507](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1977_num_121_1_2507)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

## Résumé

La modernisation des industries agricoles et alimentaires françaises reste une préoccupation prioritaire des pouvoirs publics, réaffirmée dans le VIIe Plan. Les IAA souvent taxées d'archaïsme, présentent une spécificité que l'on peut caractériser notamment par l'hétérogénéité et la dispersion, mais qui n'interdit cependant pas des comparaisons avec d'autres activités industrielles. Il ressort de cet examen critique que les performances économiques des IAA sont dans l'ensemble honorables, souvent supérieures aux résultats moyens, malgré une indiscutable lenteur dans les rythmes de progression, qui peut à terme remettre en cause la situation actuelle.

Le rapide mouvement de concentration d'entreprises constaté ces dernières années, qui a permis l'émergence et la consolidation de quelques grands groupes, ne semble pas entraîner les résultats qui en étaient attendus : le solde positif du commerce extérieur agro-alimentaire reste dû à la seule agriculture tandis que les entreprises moyennes semblent avoir un grand rôle à jouer, tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation.

On relève enfin que, par leurs caractéristiques, les IAA se distinguent nettement des industries de biens de consommation, et présentent un certain nombre d'analogies avec les industries dites de biens intermédiaires.

## Abstract

Characteristics and tendencies of french agri-business - The modernization of French agri-business firms remains one of the main preoccupations for the authorities and is reaffirmed by the 7th Plan. Agri-business is often accused of being archaic and presents one specific characteristic - that of heterogeneity and dispersion - but this does not rule out comparisons with other industrial activities. From this critical examination the economic results of agri-business appear on the whole to be quite good, often better than the average, in spite of the fact that the rate of progress is slow and this may in the long run Jeopardize the present situation.

The rapid concentration of firms noted during the past few years which has enabled a few big groups to emerge and be consolidated, does not seem to lead to the results that were expected ; the assets of foreign trade in the agri-business sector are due to farming alone whereas middle-sized firms seem to have an important part to play both on the home market and on the export market.

Finally it is to be noted that agri-business by its characteristics is clearly distinguished from consumer goods industries and has a number of similarities with production goods industries.

# CARACTÉRISTIQUES ET TENDANCES DE L'INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE FRANÇAISE

J.-L. COUJARD

Assistant  
ENSAIA, Nancy

---

La modernisation des industries agricoles et alimentaires françaises reste une préoccupation prioritaire des pouvoirs publics, réaffirmée dans le VII<sup>e</sup> Plan. Les IAA souvent taxées d'archaïsme, présentent une spécificité que l'on peut caractériser notamment par l'hétérogénéité et la dispersion, mais qui n'interdit cependant pas des comparaisons avec d'autres activités industrielles. Il ressort de cet examen critique que les performances économiques des IAA sont dans l'ensemble honorables, souvent supérieures aux résultats moyens, malgré une indiscutable lenteur dans les rythmes de progression, qui peut à terme remettre en cause la situation actuelle.

Le rapide mouvement de concentration d'entreprises constaté ces dernières années, qui a permis l'émergence et la consolidation de quelques grands groupes, ne semble pas entraîner les résultats qui en étaient attendus : le solde positif du commerce extérieur agro-alimentaire reste dû à la seule agriculture tandis que les entreprises moyennes semblent avoir un grand rôle à jouer, tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation.

On relève enfin que, par leurs caractéristiques, les IAA se distinguent nettement des industries de biens de consommation, et présentent un certain nombre d'analogies avec les industries dites de biens intermédiaires.

---

## CHARACTERISTICS AND TENDENCIES OF FRENCH AGRIBUSINESS

*The modernization of French agri-business firms remains one of the main preoccupations for the authorities and is reaffirmed by the 7th Plan. Agri-business is often accused of being archaic and presents one specific characteristic - that of heterogeneity and dispersion - but this does not rule out comparisons with other industrial activities. From this critical examination the economic results of agri-business appear on the whole to be quite good, often better than the average, in spite of the fact that the rate of progress is slow and this may in the long run jeopardize the present situation.*

*The rapid concentration of firms noted during the past few years which has enabled a few big groups to emerge and be consolidated, does not seem to lead to the results that were expected ; the assets of foreign trade in the agri-business sector are due to farming alone whereas middle-sized firms seem to have an important part to play both on the home market and on the export market.*

*Finally it is to be noted that agri-business by its characteristics is clearly distinguished from consumer goods industries and has a number of similarities with production goods industries.*

---

Les Etats-Unis tendent à considérer leur capacité d'exportation de produits agricoles comme une arme stratégique. En France le VII<sup>e</sup> Plan mise notamment sur le développement des exportations agro-alimentaires pour contribuer au rééquilibrage du commerce extérieur et compenser la relative dépendance vis-à-vis des importations de matières premières.

Cette stratégie implique que « la restructuration du secteur agro-alimentaire soit poursuivie et encouragée par l'Etat »...

Des aides spécifiques devraient permettre de « rattraper certains retards », de renforcer sa rentabilité et sa capacité de financement.

Nous nous proposons dans cet article d'examiner la structure des industries agro-alimentaires et leurs performances économiques, et de montrer qu'à la suite de rapides mutations la restructuration recherchée par trois plans successifs est pour l'essentiel réalisée même si les résultats en sont décevants.

## I. — STRUCTURES ET PERFORMANCES ECONOMIQUES DES IAA

### 1. Caractéristiques générales

Comme l'agriculture, les IAA connaissent un déclin relatif, leur contribution à la P.I.B. ayant régressé de 1952 à 1972 de 7,6 % à 5,9 %. Sur la même période toutefois le nombre d'actifs employés dans les IAA et leur place dans la population active n'a pratiquement pas varié : respectivement 648.000 et 3,8 %. Pour ne pas sous-estimer l'importance de la branche des IAA il semble utile de rappeler qu'elle assure 13 % de la production industrielle (quatre fois plus que la sidérurgie), se situe en tête des branches industrielles par le chiffre d'affaires (151 milliards en 1974, 217 milliards avec les marges commerciales) et vient en seconde position derrière les industries mécaniques pour la valeur ajoutée (58 milliards en 1974, soit l'équivalent de la chimie et de l'automobile réunies). Enfin, avec 20 milliards de francs d'exportations, les IAA assurent 9 % des ventes françaises à l'étranger.

### 2. Hétérogénéité et dispersion

Il importe de ne pas perdre de vue l'extrême hétérogénéité des activités et des entreprises ainsi rassemblées : si l'on dénombre 75.000 entreprises dans le secteur des IAA, c'est par l'intégration d'entreprises individuelles assurant également une fonction de distribution. Si l'on exclut les boulangeries et pâtisseries non industrielles il reste 15.000 entreprises dont 4.000 seulement emploient plus de cinq salariés (1). Parmi ces entreprises, les sociétés coopératives représentent 13 % de l'ensemble, réalisent 22,4 % du chiffre d'affaires et emploient 12 % des salariés. L'importance du pôle coopératif, très implanté dans certaines activités, contribue à conférer aux IAA leur spécificité et leur diversité.

Enfin, l'extrême variété des activités (lait, abatage, conserves, distillerie, corps gras...) et des fonctions (collecte, conservation fabrication, vente), achève de faire des IAA un secteur très hétérogène, s'apparentant à un conglomérat d'industries assurant des fabrications variées, et dont chacune a connu un développement historique spécifique.

Les 2.312 entreprises qui emploient plus de 20 salariés se répartissent ainsi :

Tableau 1 - Répartition des entreprises employant au moins 20 salariés

Nombre de salariés	Nombre d'entreprises	Part dans le chiffre d'affaires	Part dans l'effectif salarié total
20-49	50 %	11 %	11 %
50-199	37 %	28 %	25 %
200-499	8 %	16 %	18 %
500 et plus	5 %	45 %	46 %
Total % absolu	100 % 2.312	100 % 85 mill <sup>rds</sup>	100 % 338.000

Source (2)

Une assez forte concentration économique apparaît : 5 % de ces entreprises, assurant 45 % du chiffre d'affaires de l'ensemble, ne réalise que 40 % du chiffre d'affaire total. La dispersion statistique n'exclut pas une notable concentration de la production et de la main-d'œuvre, certes moins avancée qu'aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et en Belgique mais davantage qu'au Japon ou en R.F.A. (3), bien que dans ce dernier pays le poids des quelques entreprises leaders soit plus grand.

En France, compte tenu notamment du développement des coopératives, il existe un nombre élevé d'entreprises moyennes assurant une assez bonne couverture du territoire par leur localisation près des zones de production (4), et faisant preuve d'un réel dynamisme.

Cette situation de dispersion géographique contribue à donner aux IAA un caractère territorial prononcé.

De ce fait, la dispersion des entreprises opérant dans les IAA apparaît moins comme un handicap ou un archaïsme que comme un symptôme d'adaptation aux besoins du développement régional (collecte, transformation sur place, création d'emplois...).

(2) RASTOIN J.-L. et GHERSI : Croissance, concentration et formation des groupes de l'industrie agro-alimentaire. Economies et Société. Tome IX N° 9-10. Série A.G. N° 13 sept.-oct. 1975.

(3) GUIBERT B. et alii : La mutation industrielle de la France. Colle. De l'I.N.S.E.E. N° 173-174. Série E N° 31 et 32. Nov. 75.

(4) HANNOUN M. et TEMPLE P. : Les Implantations Industrielles et l'emploi régional en France. Coll. de l'I.N.S.E.E. N° 202. Série N° 40. Juillet 1976.

(1) Ministère du Travail. Dossier emploi IAA Documentation française.

### 3. Les performances

Pour tenter d'apprécier les performances économiques (\*) des IAA, nous nous référons aux travaux de l'INSEE, et en particulier au découpage de l'industrie en trois secteurs (5).

En ce qui concerne l'innovation, deux aspects sont retenus : innovation portant sur les produits et innovations portant sur les processus productifs.

On estime (6) que dans la gamme des produits alimentaires consommés actuellement, 25 % n'existaient pas il y a 10 ans, tandis que 75 % de ceux qui seront consommés dans 20 ans n'existent pas. La modification rapide des habitudes alimentaires sous l'effet des produits nouveaux traduit dans la vie quotidienne les phénomènes d'innovation dans les IAA.

Tableau 2 - Age moyen du capital fixe productif (matériel)

	1951	1971	1974
IAA .....	7,4		
I. intermédiaires (I) .....	8,9		
I. d'équipement (E) .....	8,3		
I. de consommation (C) ..	12,1		
	8,2		

Source : INSEE (7)

On constate certes un rajeunissement assez lent du capital fixe productif, mais aucun écart véritablement significatif.

Un second élément, indicateur du degré d'élaboration des techniques de production, est fourni par le montant du capital par poste de travail (tableau 3).

Tableau 3 - Capital fixe productif brut par poste de travail

	En milliers de Francs 1959		Croissance : Indice 100 en 1952	
	1952	1972	1972	% moyen/an
Agriculture ..	6,1	30,3	497	8,3
IAA .....	35,4	76,5	216	3,9
II .....	39,7	115,4	291	5,5
IE .....	18,5	42,6	230	4,2
IC .....	12,3	38,4	312	5,9
Toutes branches (sauf logement) ....	19,9	52,9	266	5,0

Source : INSEE (8)

Malgré une croissance lente, le niveau de l'équipement des IAA reste très supérieur à la moyenne.

Enfin, une dernière indication peut être donnée par le coefficient de capital.

Les évaluations (9) faites en rapportant une estimation du capital fixe productif brut à la valeur ajoutée brute au coût des facteurs donnent un chiffre de 2,5, supérieur à celui de l'ensemble des branches (2) (en excluant agriculture et logement), analogue à celui de la chimie qui ne passe pas pour archaïque.

Cette caractéristique est confirmée par l'étude de l'échantillon de la Centrale des bilans de la Banque de France (10) qui regroupe, il est vrai des grandes entreprises.

Un autre type d'approche consiste à examiner la productivité des facteurs de production et son évolution (11). Les IAA ont une productivité apparente du travail élevée et une productivité apparente du capital moyenne, résultant du coefficient de capital assez élevé mentionné plus haut. On notera cependant une progression relativement lente de ces indicateurs.

Les IAA constituent la seule branche de l'économie dont la productivité des consommations intermédiaires ait sensiblement augmenté de 1959 à 1969, ce qui la place parmi les rares branches dont la productivité totale des facteurs a connu une croissance accélérée durant cette période.

Il faut donc admettre que malgré des taux de progression inégaux, ces industries réalisent sur le plan de la production des résultats supérieurs aux résultats moyens.

(5) DES ROSIERES A. : Un découpage de l'industrie en trois secteurs. Economie et Statistique N° 40, déc. 1972.

Par performances économiques, nous entendons à la fois la rentabilité et l'efficacité technique. Celle-ci, évoquant l'efficacité des moyens physiques de production, masque le fait que l'agrégation repose sur une évaluation à partir d'un système de prix relatifs. Toute déformation des prix modifie donc les caractéristiques « techniques » : parler d'un volume de production peut être inexact dans la mesure où la baisse des prix relatifs agricoles transfère aux IAA un surplus, tandis qu'une baisse des prix relatifs des IAA opère un transfert de surplus vers la consommation finale.

(6) GONTAN M. : Le produit agricole transformé porteur d'avenir. Paysans N° 117. Fév.-mars 1976.

(7) BOEDA M. : La situation de l'industrie française en 1974. Coll. de l'INSEE N° 159. Série E N° 30, juin 1975.

(8) INSEE : Division, Etude d'entreprise. Fresque historique du système productif.

(9) MAIRESSE J. : L'évaluation du capital fixe productif. Coll. INSEE N° 72-73. C. 18-19 nov. 72.

(10) COHEN SKALLI : Trois mesures de l'évolution de la rentabilité de 1966 à 1972. Economie et Statistique n° 62 déc. 74.

(11) SAUTER C. : L'efficacité et la rentabilité de l'économie française de 1954 à 1974. — Economie et Statistique N° 68. Juin 1975.

Tableau 4 - Productivité apparente du travail et du capital

	Valeur ajoutée par actif			Valeur ajoutée par francs de capital fixe		
	1952	1972	Croissance/an	1952	1972	Croissance/an
Agriculture .....	4,1	13,8	6,3 %	0,642	0,455	— 1,7 %
IAA .....	20,6	49,1	4,4	0,544	0,641	0,8
II .....	13,8	50,7	6,7	0,338	0,439	1,3
IE .....	12,8	39,1	5,7	0,679	0,917	1,5
IC .....	8,1	26,8	6,2	0,633	0,699	0,5
Toutes branches (sauf logement) ...	10,3	30,7	5,6	0,517	0,581	0,5

Source : INSEE Fresque

La question de la rentabilité doit ensuite être posée car un coefficient de capital constitue un handicap : on sait que les branches connaissant cette situation fonctionnent soit partiellement avec des capitaux publics (énergie), soit avec des capitaux individuels sous-rémunérés (agriculture).

Les études (12) sur les bénéficiaires industriels et commerciaux, et sur divers échantillons d'entreprises apportent d'utiles informations :

— le rendement économique des immobilisations

$$\text{R.E.I.} = \frac{\text{Rémunération brute du capital}}{\text{Capital productif brut}}$$

n'est dans les IAA que légèrement inférieur à la moyenne (1% de moins soit 9 % en 1959 et 13 % en 1969, analogue pour cette dernière date à celui des biens intermédiaires), malgré un coefficient de capital élevé, et ce grâce à un partage de la valeur ajoutée plus favorable au capital que dans d'autres secteurs ;

— la rentabilité du capital avancé (t) est par contre équivalente à la rentabilité moyenne (tableau 5).

Tableau 5 - Rentabilité du capital avancé

	Rentabilité du capital avancé t	$e = \frac{\text{E.B.E.}}{s} \cdot r$	K : intensité capitalistique
IAA .....	21,0	3	13,7
II .....	24,0	2,8	10,7
IE .....	20,1	1,2	4,8
IC .....	22,8	1,4	5,5
Ensemble des secteurs ....	20,4	1,8	7,9

Source : I.N.S.E.E. (10)

On constate une relative homogénéité des taux de rentabilité sous l'effet de la concurrence, grâce à un mécanisme de compensation : la forte intensité capitalistique des IAA est compensée par un rapport profit sur salaire élevé, et une rotation rapide des produits.

## II. — MUTATIONS RECENTES ET TENDANCES ACTUELLES

### 1. Le mouvement de concentration et ses modalités

De 1967 à 1972, 3 % des sociétés opérant dans les IAA ont disparu chaque année, par suite de liquidations et d'opérations de concentration. Ces deux types d'événements jouent dans le sens

d'une concentration rapide du secteur, l'un de façon passive en accroissant le poids relatif des entreprises restantes, l'autre activement par croissance absolue des entreprises absorbantes.

Le premier mécanisme semble d'ailleurs bénéficié aux entreprises moyennes, souvent bien placées pour tirer parti de la disparition de leurs concurrentes locales, ce dont témoigne le tableau 6 :

(12) Cf. notes 8 et 10.

**Tableau 6 - Part des n premières entreprises dans le chiffre d'affaire du secteur des IAA**

Année	n	4	8	10	20	40	50
1968	.....	9	15	17	24	32	35
1972	.....	8	13	15	21	30	30

Source : cf. note (2)

En quatre années, le chiffre d'affaires des principales firmes n'a augmenté que de 70 % quand celui du secteur s'accroissait de 80 %.

Cependant les opérations de concentration, parfois spectaculaires ont connu un rythme élevé ces dernières années :

**Tableau 7 - Croissance externe dans les IAA**

Type d'opération	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	Total
Fusions/absorptions	27	31	32	29	48	26	33	22	248
Prises de participation	8	8	30	32	46	48	56	73	301
Accords	19	30	31	19	34	23	22	20	198
Total	54	69	93	80	128	97	111	115	747

Source : agra-alimentation (13)

En 1973, pour 26 opérations où l'augmentation de capital social excédait 10 millions de francs, 10 concernant les IAA (14).

En 1974, les IAA réalisent 12 % des opérations de concentration concernant 40 % des actifs transférés dans des absorptions simples (15).

Ce mouvement intense de croissance externe s'est traduit par l'émergence et la consolidation de quelques grands groupes, mais aussi par le démantèlement de quelques autres : dépeçage de Genvrain, « ventes par appartements »... Il en résulte que dans chaque type d'activités, domine désormais un grand groupe contrôlant une part décisive de son marché.

Toutefois, à la faveur de ces opérations, les prises de participations par des capitaux étrangers ont connu une ampleur particulière : le taux de pénétration du capital étranger y est estimé à 20 % dans les entreprises de plus de deux millions de francs de capital social (16) tandis que la commission du VI<sup>e</sup> Plan chiffrait à 40 % l'ampleur du contrôle opéré par les capitaux étrangers, en particulier britanniques, suisses, et hollandais.

On notera en outre que 96 % du capital étranger consiste dans ce secteur en participations majo-

ritaires (acquisition de marques célèbres, restructuration de sous-secteurs encore dispersés : condiments, biscuiterie, pâtisserie industrielle, potages...).

Enfin, globalement, les investissements français à l'étranger ont été en moyenne de dix fois inférieurs aux investissements étrangers en France.

## 2. Les contradictions de la situation actuelle

Il semble donc que les objectifs assignés aux IAA par les V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> Plans aient été pour l'essentiel réalisés, mais pas selon les modalités ni avec les résultats qui étaient escomptés. La restructuration s'est faite, mais largement à l'initiative de capitaux étrangers, et la constitution de grands groupes français n'a pas porté les fruits attendus.

En effet, la concentration dans les IAA a eu un caractère essentiellement financier, les absorptions visant à récupérer des parts de marché et à améliorer la rentabilité des capitaux engagés.

A moyen terme, la concurrence entre investissement financier et investissement productif a joué en défaveur de ce dernier, ne permettant pas la percée technologique qui aurait été utile.

Au contraire, l'absorption d'entreprises dynamiques, souvent suivies de la fermeture de certains établissements nouvellement intégrés, peut se traduire par un réel gaspillage de moyens de productions. En outre, certaines batailles boursières n'ont pas, loin de là, servi le dynamisme industriel. Les effets en sont sensibles sur la balance des redevances au titre des brevets, très fortement déficitaire dans les IAA :

(13) Agra-alimentation : l'industrie alimentaire française en 1973, les accords inter-entreprises dans les IAA.

(14) GORGE J.-P. et TANDE A. : concentration d'entreprises : ralentissement en 1973. Economie et Statistique N° 58 juillet-août 1974.

(15) GORGE J.-P. : 1974 : nouvelle vague de restructuration dans les groupes industriels et financiers. Economie et Statistique N° 67 mai 1975.

(16) GABET C. : la pénétration du capital étranger en 1971 dans les sociétés de plus de deux millions de francs de capital social. Economie et Statistique N° 68 juin 1975.

L'émergence de grands groupes, rivaux possibles des détenteurs de brevets, tend à renforcer cette tendance, d'autant que l'effort de recherche-développement des entreprises du secteur reste très inférieur à celui des autres secteurs d'activité (0,5 % du chiffre d'affaires contre 3 % en moyenne).

On peut, dans ces conditions se demander si la concentration au sein des IAA a au moins favorisé la capacité d'exportation de produits alimentaires élaborés. Malgré la progression du solde global de nos échanges agro-alimentaires, il semble que non, l'agriculture ayant assuré l'essentiel de l'effort fourni (tableau 8).

**Tableau 8 - Le commerce extérieur agro-alimentaire**  
(millions de francs courants)

	1970	1971	1972	1973	1974
<b>Agro-alimentaire</b>					
Import . . . . .	16.331	17.313	19.476	24.174	28.986
Export . . . . .	16.338	20.762	24.940	31.133	39.496
Solde . . . . .	+ 7	+ 3.449	+ 5.464	+ 6.959	+ 10.510
Taux de couverture . . . . .	100	119	128	129	136
<b>Dont :</b>					
<b>Agriculture</b>					
Import . . . . .	5.776	5.801	6.446	7.650	8.030
Export . . . . .	7.595	9.480	12.425	15.227	18.835
Solde . . . . .	+ 1.819	+ 3.679	+ 5.579	+ 7.577	+ 10.805
Taux de couverture . . . . .	131	163	192	199	234
<b>IAA</b>					
Import . . . . .	10.555	11.512	13.030	16.524	20.956
Export . . . . .	8.743	11.282	12.515	15.906	20.661
Solde . . . . .	- 1.812	230	515	618	295
Taux de couverture . . . . .	83	98	96		98

Source : INSEE (17)

L'excédent ramené à 4.622 millions en 1975 avec un taux de couverture global de 115, et à 3 milliards en 1976, démontre la fragilité d'une exportation fondée sur les produits agricoles bruts. On relève

cependant une tendance croissante à la spécialisation de notre économie dans l'exportation de produits de l'agriculture (tableau 9).

**Tableau 9 - Indice de spécialisation (\*)**

	France/CEE			France/OCDE		
	1960	1965	1971	1960	1965	1971
Agriculture . . . . .	133	158	174	92	115	160
IAA . . . . .	119	133	141	98	109	137

Source : INSEE Fresque

La spécialisation dans l'exportation de matières premières est favorable au développement des concurrents internationaux des IAA françaises, et les prive ainsi de débouchés extérieurs. Enfin, la fragilité du solde, confirmée semble-t-il par les mauvais résultats de 1976, reste une menace permanente. On peut s'étonner que le VI<sup>e</sup> Plan se fixe pour objectif d'atteindre pour 1980 des

résultats analogues, en francs constants à ceux de 1974, se résignant ainsi à laisser échapper une importante valeur ajoutée, source de devises.

(17) INSEE : rapport sur les comptes de la nation 1974.

(\*) indice = Part des exportations agricoles dans les exportations françaises / Part des exportations agricoles dans les exportations de la CEE = 133 en 1960.

## CONCLUSIONS

Les performances économiques des IAA sont satisfaisantes, généralement supérieures à la moyenne de l'industrie, quoique les progrès constatés, relativement lents, menacent à terme de remettre en cause cette situation.

Comment la rentabilité se distribue-t-elle au sein du secteur ? D'importantes disparités sont vraisemblables entre d'une part les petites entreprises et les coopératives, et d'autre part les grands groupes traditionnels (sucre, corps gras...) ou récents (lait, bière, eaux minérales...).

Il semble en outre que la spécificité des IAA justifie leur isolement par rapport aux industries des autres biens de consommation, dont les caractéristiques sont, nous l'avons vu, très différentes.

D'ailleurs le parallélisme est frappant au point de vue des différents indicateurs retenus, entre les IAA et les industries de bien intermédiaires. Est-ce à dire que les biens alimentaires peuvent être considérés comme des « quasi-input » des autres industries ? Les arguments ne manqueraient pas en faveur de cette thèse.

En ce qui concerne les structures des entreprises du secteur, il semble que la concentration tant recherchée se soit opérée prioritairement à partir de considérations financières, sans que les grands groupes agro-alimentaires nés de ces mutations aient apporté la preuve indiscutable de leur supériorité. Ces changements semblent davantage avoir eu pour objet de faire place nette, en éliminant des entreprises petites et moyennes, que de garantir une meilleure adaptation des IAA au traitement des produits de l'agriculture.

Ce processus de redistribution des parts de marché, ne saurait dans un marché en faible expansion, assurer à lui seul le dynamisme industriel nécessaire. Il semblerait tout aussi efficace d'encourager les entreprises moyennes des IAA, tant dans une perspective d'aménagement du territoire que dans le but de développer les capacités d'exportation de produits élaborés issus de l'agriculture.